



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES  
ET DES ANCIENS  
COMBATTANTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)**

## **N° 2025\_02**

### **AFFRANCHISSEMENT, COLLECTE, MASSIFICATION DU COURRIER ET LOCATION / ENTRETIEN D'UNE MACHINE A AFFRANCHIR.**

**LOT 1 : COLLECTE, IMPRESSION DE COURRIER DEMATERIALISE, AFFRANCHISSEMENT ET ENVOI DU COURRIER  
INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES  
6, bd des Invalides 75007 Paris**

**LOT 2 : LOCATION / ENTRETIEN D'UNE MACHINE A AFFRANCHIR  
CENTRE D'ETUDE ET DE RECHERCHE SUR L'APPAREILLAGE DES HANDICAPES  
1, Bellevue Route de Rombas 57147 Woippy**

### **Accord-cadre à prix mixtes**

Passé selon une procédure adaptée en application des dispositions des articles L2123-1, R2123-1 (cas de recours à la procédure adaptée), R2123-4 (règles applicables), R2123-5 (négociation), L2125-1 1° (accord-cadre\_ A-C), R2162-1 à R2162-6 (A-C), R2162-4 alinéa 2 (A-C à montant maximum uniquement), R2162-13 à R2162-14 (A-C à bons de commande) du Code de la Commande Publique.

Code CPV principal	64100000 Services postaux et services de courrier
--------------------	---

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1</b>	<b>POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2</b>	<b>DESCRIPTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
2.1	OBJET DU MARCHÉ .....	4
2.2	DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION .....	4
2.3	MODE DE PASSATION.....	4
2.4	TYPE D'ACCORD-CADRE .....	4
2.5	DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
2.6	FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS .....	5
2.7	CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE.....	6
A.	MODALITÉS DE PASSATION.....	6
B.	CONTENU DES BONS DE COMMANDES.....	6
C.	COORDONNÉES DES SERVICES ÉMETTEURS .....	6
2.8	CLAUSES DE RÉEXAMEN .....	7
2.9	MODIFICATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES .....	7
2.10	MODIFICATION DE CARACTÈRE TECHNIQUE EN COURS D'EXÉCUTION .....	7
2.11	PIÈCES CONTRACTUELLES.....	8
2.12	CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ .....	8
<b>ARTICLE 3</b>	<b>INTERVENANTS.....</b>	<b>8</b>
3.1	L'ACHETEUR .....	8
3.2	REPRÉSENTATION DE L'ACHETEUR .....	8
3.3	REPRÉSENTATION DU TITULAIRE .....	8
3.4	SOUS-TRAITANCE .....	9
<b>ARTICLE 4</b>	<b>PRIX .....</b>	<b>9</b>
4.1	CONTENU DU PRIX.....	9
4.2	MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX .....	10
4.3	CLAUDE DE SAUVEGARDE .....	10
<b>ARTICLE 5</b>	<b>DESCRIPTONS TECHNIQUES LOT 1 .....</b>	<b>10</b>
5.1	DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....	10
5.2	ÉLÉMENTS DE VOLUMÉTRIE .....	11
5.3	INDICATEURS ET REPORTING DE LA PRESTATION .....	11
5.4	CONSOMMABLES .....	12
5.5	ACCÈS VÉHICULE SUR SITE .....	12
5.6	PRESTATIONS À PRIX UNITAIRES .....	12
<b>ARTICLE 6</b>	<b>DESCRIPTION TECHNIQUE LOT 2.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 7</b>	<b>CLAUDE SOCIALE .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 8</b>	<b>CLAUDE ENVIRONNEMENTALE.....</b>	<b>15</b>
8.1	ENGAGEMENT DU TITULAIRE .....	15
<b>ARTICLE 9</b>	<b>GARANTIES FINANCIÈRES .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 10</b>	<b>AVANCE.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 11</b>	<b>MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>16</b>
11.1	PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	16
11.2	DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT ET INTÉRÊTS MORATOIRES .....	17
11.3	PAIEMENT PAR MANDAT ADMINISTRATIF .....	18
<b>ARTICLE 12</b>	<b>CONSTATATION DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION .....</b>	<b>18</b>
12.1	VÉRIFICATIONS .....	18

12.2	ADMISSION.....	18
12.3	AJOURNEMENT.....	18
12.4	RÉFACTION .....	18
12.5	REJET.....	19
<b>ARTICLE 13 PÉNALITÉS .....</b>		<b>19</b>
<b>ARTICLE 14 ASSURANCES .....</b>		<b>20</b>
<b>ARTICLE 15 RÉSILIATION DU L'ACCORD-CADRE .....</b>		<b>20</b>
15.1	CONDITIONS DE RÉSILIATION .....	20
15.2	EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	20
15.3	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE .....	21
<b>ARTICLE 16 RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES .....</b>		<b>21</b>
16.1	INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS.....	21
16.2	ORGANE CHARGÉ DES PROCÉDURES DE MÉDIATION.....	21
16.3	LANGUES.....	21
<b>ARTICLE 17 CERTIFICAT DE BONNE EXÉCUTION .....</b>		<b>21</b>
<b>ARTICLE 18 PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL.....</b>		<b>22</b>
<b>ARTICLE 19 DÉROGATIONS AU CCAG APPLICABLE .....</b>		<b>23</b>

## ARTICLE 1 POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du Code de la commande publique est :

L'Institution nationale des Invalides, établissement public à caractère administratif – SIRET N° 180 007 023 00013 - APE N° 8610Z - N° de TVA Intracommunautaire FR62 180 007 023 dont le siège social est Institution nationale des Invalides (INI) au 6, boulevard des Invalides, CS 70807, 75700 Paris Cedex 07 – France, représentée par le médecin général inspecteur AUSSET Sylvain, directeur, nommé par décret du 01 juillet 2024, ci-après désigné « la personne représentant le pouvoir adjudicateur ».

## ARTICLE 2 DESCRIPTION DU MARCHE

### 2.1 Objet du marché

La présente consultation porte sur les prestations de collecte, d'impression de courrier dématérialisé, d'affranchissement et d'envoi pour l'Institution Nationale des Invalides (INI) à Paris et une prestation de location et entretien d'une machine à affranchir pour le centre d'étude et de recherche sur l'appareillage des handicapés (CERAH) à Woippy (57).

### 2.2 Décomposition de la consultation

La consultation se décompose en deux lots géographiques distincts :

**Le lot 1 : Collecte, impression de courrier dématérialisé, affranchissement et envoi du courrier.**

Lieu d'exécution : Institution Nationale des Invalides 6, bd des Invalides 75007 Paris.

**Le lot 2 : location et entretien d'une machine à affranchir.**

Lieu d'exécution : Centre d'Etude et de Recherche sur l'Appareillage des Handicapés (CERAH) 1, Bellevue Route de Rombas 57147 Woippy

### 2.3 Mode de passation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### 2.4 Type d'accord-cadre

La consultation est passée sous la forme d'un accord-cadre conclu à prix mixtes en application des articles L2125-1 et R2162-1 et suivants du Code de la Commande Publique, défini comme suit :

- Les prestations de collecte du courrier seront traitées à prix global et forfaitaire
- Les prestations d'impression, de mise sous pli et d'affranchissement seront traitées à prix unitaires, exécutées par l'émission de bons de commande.
- Les prestations de location et entretien d'une machine à affranchir seront traitées à prix global et forfaitaire

L'accord-cadre est conclu dans les limites financières suivantes pour l'ensemble des prix (DPGF + BPU) à :

**Pour le lot 1 :**

Montant minimum annuel : sans montant minimum

Montant maximum annuel : 30 000 € HT

Montant maximum sur 48 mois : 120 000 € HT

**Pour le lot 2 :**

Montant minimum annuel : sans montant minimum

Montant maximum annuel : 10 000 € HT

Montant maximum sur 48 mois : 40 000 € HT

L'accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique pour chaque lot.

L'exécution des prestations réglées à prix unitaires est subordonnée à l'émission préalable d'un bon de commande par la personne publique, au fur et à mesure de ses besoins sur la base des prix figurant à l'annexe financière, bordereau de prix unitaires (BPU) selon les dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code la commande Publique.

**2.5 Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale allant de :

- Pour le lot 1 du 15 mai 2025 jusqu'au 31 décembre 2025.
- Pour le lot 2 du 24 juin 2025 jusqu'au 31 décembre 2025.

Le marché sera reconduit tacitement, au 1er janvier de chaque année, sans pouvoir excéder 4 ans (4 reconductions maximum).

Le marché prendra fin au plus tard à l'issue du 48<sup>ème</sup> mois d'exécution.

- 1re période de reconduction : 1er janvier au 31 décembre de l'année N+1 ;
- 2ème période de reconduction : 1er janvier au 31 décembre de l'année N+2 ;
- 3ème période de reconduction : 1er janvier au 31 décembre de l'année N+3 ;
- Dernière période de reconduction : 1er janvier N+4 au jour précédant la date anniversaire de la notification du marché.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

La non reconduction du marché fait l'objet d'une décision expresse du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire du marché avant le 31 décembre de l'année en cours.

**2.6 Formes des notifications et informations**

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite :

- Soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;

- Soit par échanges dématérialisés sur la plateforme de dématérialisation PLACE (<https://marches.public.gouv.fr>)
- Soit par voie de mail ;
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionné au sein de l'acte d'engagement ou à défaut, à son siège social sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

## **2.7 Conditions d'attribution des bons de commande**

### **a. Modalités de passation**

Les bons de commande sont émis par le représentant du pouvoir adjudicateur et transmis par voie dématérialisée.

### **b. Contenu des bons de commandes**

Chaque bon de commande comporte les mentions suivantes :

- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro et la date d'émission de la commande ;
- La désignation des prestations et leur référence ;
- L'adresse de prise en charge et destination ;
- Les coordonnées complètes de la société ;
- Le nom du service (le SAA) passant la commande, ses coordonnées téléphoniques et tout renseignement utile ;
- L'adresse d'envoi de la demande de paiement ;
- L'adresse de facturation.

Les prestations s'exécutent jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

### **c. Coordonnées des services émetteurs**

Lors de l'exécution du marché, l'interlocuteur opérationnel du titulaire est :

#### **Pour le lot 1 :**

Monsieur Patrice LAVENU  
 Chef du service  
 Service intérieur et prestations externalisées  
 Tél : 06 20 87 45 37  
 Courriel : [patrice.lavenu@invalides.fr](mailto:patrice.lavenu@invalides.fr)

#### **Pour le lot 2 :**

Martine DELAVAQUERIE  
 Chef des services administratifs  
 Adjointe au chef du Cerah  
 Tél : 03 87 51 38 16

## **2.8 Clauses de réexamen**

Dans le respect des dispositions des articles R.2194-1 et R2194-5 du Code de la Commande Publique et les recommandations des circulaires n° 6374/SG du 29 septembre 2022 et n° 6380/SG du 29 novembre 2022, il pourra être fait application des clauses de réexamen suivantes.

## **2.9 Modifications en cas de circonstances imprévisibles**

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est impactée par une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir, au moment de la conclusion de l'accord-cadre, dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire pourra proposer à l'Institution Nationale des Invalides :

- Une prestation de substitution qui permettra d'assurer la continuité de l'exécution contractuelle sans surcoût ;
- Une modification des délais contractuels ;
- Une modification des prix initiaux limitée à 50% du montant initial de l'accord-cadre ;
- Une modification de la fréquence de la clause de variation en cas de survenance des événements susmentionnés qui pourraient, en cours d'exécution, venir altérer l'équilibre financier ;

Cette demande sera accompagnée de justificatifs permettant d'en apprécier le bien-fondé.

Après accord écrit de l'INI, la prise en compte de ces modifications sera notifiée dans les meilleurs délais au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine. Ces modifications pourront prendre la forme d'une décision unilatérale ou d'un avenant.

La date d'entrée en vigueur ainsi que la durée d'application seront déterminées dans l'acte juridique. Les modifications s'appliqueront aux commandes qui seront effectuées à compter de cette date.

À la fin de la période d'application prévue, l'Institution Nationale des Invalides et le titulaire examineront de bonne foi si la circonstance imprévisible modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre est toujours actuelle. Toute prolongation ou nouvelle modification devra faire l'objet d'un avenant ou d'une décision unilatérale. La reconduction de cette décision ne pourra en aucun cas être tacite.

Les évolutions pourront avoir des conséquences, notamment sur :

- Les prix des prestations indiqués dans les pièces de l'accord-cadre ;
- La composition des prestations (modifications, ajouts) et par voie de conséquence, sur les prix correspondants.

Le dossier devra contenir notamment, s'il y a lieu :

- Les caractéristiques techniques des prestations ajoutées ou modifiées ;
- Les justificatifs tarifaires ;
- Une annexe « valeur technique » indiquant les modifications apportées à l'offre technique ;
- La pièce financière mise à jour, le cas échéant.

## **2.10 Modification de caractère technique en cours d'exécution**

Pendant l'exécution de l'accord-cadre, l'Institution Nationale des Invalides peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

Ces modifications ne peuvent changer l'objet de l'accord-cadre ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire du marché lors de la mise en concurrence.

La formulation de ces modifications par l'Institution Nationale des Invalides donne lieu à l'établissement d'un avenant.

Le titulaire de l'accord-cadre ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable et écrite de l'Institution Nationale des Invalides.

### **2.11 Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cadre de Mémoire Technique (CMT) et ses annexes éventuelles ;
- Les bons de commande notifiés au titulaire ;
- Les avenants et actes spéciaux, le cas échéant.
- L'annexe de mise au point éventuelle prévaut sur l'acte d'engagement et le CCP.

En cas de contradiction entre les pièces du marché, seul l'exemplaire détenu par l'Institution Nationale des Invalides fait foi.

### **2.12 Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS. Le Prestataire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **ARTICLE 3 INTERVENANTS**

### **3.1 L'acheteur**

INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES  
6, bd des Invalides  
75007 Paris

### **3.2 Représentation de l'acheteur**

Pour l'exécution du présent marché, le Chef du service intérieur et prestations externalisées est chargé de représenter l'acheteur et de suivre la bonne exécution des prestations (point c de l'article 2.7 du présent CCP).

D'autres personnes physiques ou services peuvent être habilités par l'acheteur en cours d'exécution du présent marché.

### **3.3 Représentation du titulaire**

Le titulaire du marché devra désigner un interlocuteur privilégié et expérimenté, qui sera mandaté pour assurer le suivi et la bonne exécution des prestations et répondre aux questions émanant de l'Institution Nationale des Invalides, pendant la durée du marché.



### 3.4 Sous-traitance

La sous-traitance totale est formellement interdite et toute sous-traitance partielle doit faire l'objet d'une acceptation au préalable par l'acheteur.

Le titulaire est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché. L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible selon les modalités définies aux articles L2193-3 du Code de la Commande Publique et 3.6 du CCAG-FCS.

Pour chaque sous-traitant, le titulaire devra présenter une déclaration de sous-traitance complétée et signée électroniquement par le titulaire et le sous-traitant par mail, à l'adresse suivante [marches.saa@invalides.fr](mailto:marches.saa@invalides.fr), en précisant les noms et fonctions des signataires (de type formulaire DC4, disponible sur le site : [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) ainsi que dans le dossier de consultation des entreprises (DCE)) accompagnée des documents suivants :

- Une attestation de pouvoir de la personne habilitée à engager l'entreprise :  
Dans le cas où le signataire de la DC4 n'est pas celui mentionné au sein de l'attestation de pouvoir, le sous-traitant fourni, en complément, une délégation de pouvoir permettant à l'acheteur de faire le lien entre la personne habilitée à engager l'entreprise et le signataire de la DC4.
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du sous-traitant le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Attestation de régularité fiscale datée de l'année en cours ;
- Attestation de régularité sociale de moins de 6 mois ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile de l'année en cours ;
- Si le sous-traitant est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) ;
- Pour toute opération d'un montant au moins égal à 5 000€ H.T, le sous-traitant transmet également la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail employés par sa société (précisant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail). Si le sous-traitant n'emploie pas de salariés étrangers, il convient de le préciser par écrit.

A défaut de signature électronique, l'original de la déclaration de sous-traitance (DC4) devra nous parvenir signé manuscritement et en original à l'adresse suivante :

INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES  
Service des Marchés  
6, bd des Invalides  
75007 Paris

## ARTICLE 4      PRIX

### 4.1 Contenu du prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix de l'accord-cadre sont conclus à prix mixte c'est-à-dire à prix unitaires et forfaitaires, sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire et du bordereau des prix unitaires transmis par le titulaire et annexé à l'acte d'engagement.

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées et réceptionnées. Les prix de l'accord-cadre sont en euros hors taxes (HT).

## **4.2 Modalités de variation des prix**

En application de l'article R.2112-13 du Code de la commande publique les prix sont révisables.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois zéro M0 d'établissement des prix, c'est-à-dire du mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution. Ils sont ensuite révisables annuellement, à chaque date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Les prix de base sont révisés, à la hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times [0,15 + 0,85 (Im/Io)]$$

Pr : est le prix révisé

Po : est le prix initial de l'accord-cadre

Im : Valeur de la référence du mois de révision de prix (dernier indice connu au moment de la révision)

Io : Valeur de la référence du mois de remise des offres

L'indice de référence I, choisi en raison de sa structure, et applicable à l'ensemble des prix de l'accord-cadre est l'indice :

L'index de référence, publié par l'INSEE, est le suivant :

Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 53 – Services de poste et de courrier – Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766518

Lien de l'indice : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766518>

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire devra communiquer au pouvoir adjudicateur sa formule de révision détaillée, accompagnée de la décomposition du prix global et forfaitaire et du bordereau des prix unitaires, à la date anniversaire de reconduction de l'accord-cadre.

## **4.3 Clause de sauvegarde**

Si le calcul du coefficient de révision conduit à un pourcentage de révision supérieur à 3 % sur une année, l'Administration plafonne cette variation à 3 %. Ainsi, les valeurs du coefficient sont nécessairement limitées comme suit :

Première année :  $0,970 \leq C \leq 1,030$

Deuxième année :  $0,941 \leq C \leq 1,061$

Troisième année :  $0,913 \leq C \leq 1,093$

# **ARTICLE 5      DESCRIPTONS TECHNIQUES LOT 1**

## **5.1 Description des prestations**

Le prestataire s'engage à effectuer, à la demande du pouvoir adjudicateur, les prestations suivantes :

- La collecte du courrier au local du vaguemestre de l'Institution Nationale des Invalides à l'adresse suivante :

INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES  
6, bd des Invalides  
75007 Paris

La collecte du courrier est effectuée une fois par jour du lundi au vendredi (sauf les jours fériés). Plage horaire de collecte du courrier : 8h30 à 11h30 / 13h30 à 16h00. Le courrier collecté sera trié pour séparer les plis dits « massifiables » éligibles à un tarif d'affranchissement dégressif de ceux dits « non-massifiables » qui seront affranchis au tarif général en vigueur ;

Adressage manuscrit des plis de 21 à 350 g éligible à la massification pour les rendre massifiables et mécanisables ;

Affranchir l'ensemble du Courrier (sur la base des indications du Client) en :

Ecopli, Courrier industriel (CI), Lettre verte, Prioritaire, Recommandée R OU R/AR, Colissimo...

Le Client sera informé que, sans contre-indication de sa part, le courrier éligible à la massification est affranchi par défaut et selon les cas au tarif Ecopli Grand Compte Industriel (LG4) ou au tarif Lettre Grand Compte (LG2).

Prise en compte de l'envoi des colis avec valeur (avec assurance) et sans valeur (sans assurance). Un outil de traçabilité de prise en charge de ces colis sur site est demandé.

Retour des NPAI.

- L'impression de courrier via une plateforme de dématérialisation

Cette prestation se traduit par l'envoi de lettres et de fichiers via un lien internet, impression (couleur ou noir et blanc) et mise sous pli de documents ;

Envoi de lettres recommandées électronique (LRE) via un lien internet, impression et mise sous pli. Tableau de suivi des envois de courriers dématérialisés ; Suivi des volumes de courriers dématérialisés envoyés et ce, par demandeur.

- La mise sous pli des éléments demandés
- L'affranchissement du courrier de l'Institution Nationale des Invalides

## 5.2 Éléments de volumétrie

Nombre de plis traités 2024							
Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
476	1029	1106	776	601	795	710	766

## 5.3 Indicateurs et reporting de la prestation

Un reporting mensuel détaillant la nature et le volume des courriers traités chaque jour du mois écoulé est demandé.

Le document présentera des onglets distincts : Courrier massifié indiquant la nature des plis, leur poids, le tarif d'affranchissement et hors massification, le tarif d'affranchissement après massification, le montant de l'économie réalisée et la répartition de cette économie entre le Client et le Prestataire.

Il est également demandé la mise à disposition d'un espace permettant :

- Une visibilité sur la consommation quotidienne,
- De faire des extractions et des tableaux de suivi.

#### **5.4 Consommables**

Il est demandé de prévoir les contenants plastiques et pochettes nécessaires au conditionnement du courrier collecté et d'approvisionner à la demande en liasse AR.

#### **5.5 Accès véhicule sur site**

L'institution nationale des invalides se trouve sur un site militaire. A ce titre, l'entrée des véhicules et piétons est soumise à une autorisation de la gendarmerie.

La carte grise et assurance du véhicule seront demandées pour l'obtention d'une carte d'accès sur site. Le code de la route sera à respecter.

#### **5.6 Prestations à prix unitaires**

##### Impression du courrier :

- Impression 1ère page noir et blanc
- Impression 1ère page couleur
- Impression page suivante noir et blanc
- Impression page suivante couleur
- Impression recto verso noir et blanc
- Impression recto verso couleur

##### Mise sous pli :

##### Tarifs pour les enveloppes :

- C4
- C5
- C5/6
- C6
- C7

##### Affranchissement du courrier - Tarifs courrier industriel :

##### Tarifs J+3 grands comptes + prestation :

- Mécanisable 0 à 50 g
- Non mécanisable 0 à 50 g
- Non mécanisable 51 à 350 g

##### Tarifs J+4 grands comptes + prestation :

- Mécanisable 0 à 50 g
- Non mécanisable 0 à 50 g
- Non mécanisable 51 à 350 g

##### Tarifs courrier égrené :

##### Lettre verte + prestation :

- 20 g
- 50g
- 100 g

- 250 g
- 500 g
- 1 000 g
- 2 000 g

Lettre performance + prestation :

- 50g
- 100 g
- 250 g
- 500 g
- 1 000 g
- 2 000 g

Eco pli + prestation :

- 20 g
- 50g
- 100 g
- 250 g

Recommande + prestation :

- 20 g
- 50g
- 100 g
- 250 g
- 500 g
- 1 000 g
- 2 000 g

Avis de réception papier + prestation

- Tarifs plis internationaux
- Tarifs colis

## ARTICLE 6 DESCRIPTION TECHNIQUE LOT 2

Le présent lot concerne la mise à disposition, en location, d'une machine à affranchir le courrier conforme à la réglementation en vigueur et adaptée aux besoins du Centre d'Etude et de Recherche sur l'Appareillage des Handicapés (CERAH).

**Il est précisé que le réseau informatique d'entreprise du CERAH n'est pas ouvert à des applications externes.**

La prestation inclut :

- **Location de la machine à affranchir :**
  - Machine performante, homologuée et compatible avec les services postaux.
  - Capacité d'affranchissement adaptée au volume de courrier.
  - Fonctionnalités nécessaires : pesée dynamique, balance intégrée, impression de l'affranchissement, gestion des différents tarifs postaux...
  - Affranchissement de lettres (tous formats) et de colis

- Affranchissement destiné à la France (métropole et outre-mer) et à l'internationale
- **Eléments de volumétrie :**
  - En 2024, environ 1800 courriers (lettres et colis) ont été affranchi.
- **Installation et mise en service :**
  - Livraison et installation de la machine dans les locaux désignés.
  - Paramétrage initial selon les besoins spécifiques du service utilisateur.
  - Formation à l'utilisation de l'équipement pour les agents désignés.
- **Entretien et maintenance :**
  - Maintenance préventive et corrective, incluant le remplacement des pièces défectueuses si nécessaire.
  - Assistance technique et support en cas de dysfonctionnement.
  - Fourniture des consommables spécifiques (cartouches d'encre, étiquettes d'affranchissement...).
  - Mise à jour à distance des tarifs postaux
- **Engagements du prestataire :**
  - Garantie de continuité de service : le candidat s'engage à mettre à disposition un équipement de remplacement en cas de panne excédant cinq jours ouvrés. Cette mesure vise à maintenir le bon fonctionnement des installations et à limiter les impacts sur l'activité. Le candidat devra définir les modalités de mise en œuvre de cette garantie, notamment en précisant les délais de livraison du matériel de remplacement et les procédures de restitution après réparation de l'équipement défectueux.
  - Le candidat s'engage à intervenir et à effectuer les réparations dans les délais précisés dans son offre, ces délais ne pouvant en aucun cas excéder cinq jours ouvrés à compter de la notification de la demande d'intervention.
  - Suivi et mise à jour des logiciels ou fonctionnalités : le candidat devra assurer un suivi des logiciels intégrés et des fonctionnalités associées. Il s'engage à effectuer les mises à jour nécessaires afin de garantir la conformité aux évolutions réglementaires, aux tarifs postaux en vigueur et aux exigences techniques. Le prestataire devra également veiller à l'optimisation des performances de la machine en intégrant les nouvelles fonctionnalités disponibles. Un dispositif de veille devra être mis en place afin d'anticiper les besoins de mise à jour. Enfin, le candidat devra fournir un support technique en cas de dysfonctionnement lié aux logiciels et garantir une formation ou une assistance adaptée pour la prise en main des nouvelles fonctionnalités.

Le titulaire du marché s'engage à fournir un équipement fiable, conforme aux normes postales et adapté à l'évolution des besoins de l'administration, tout en garantissant une qualité de service optimale.

## **ARTICLE 7      CLAUSE SOCIALE**

Dans le cadre de sa politique de promotion de l'emploi et de la lutte contre l'exclusion, le présent marché public intègre une clause d'insertion sociale au lot 1 visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle.

## **7.1 Public bénéficiaire**

Les publics concernés par cette clause sont :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée ;
- Les jeunes de moins de 26 ans sans qualification ou peu qualifiés ;
- Les bénéficiaires de minima sociaux (RSA, ASS, AAH, etc.) ;
- Les personnes reconnues travailleurs handicapés ;
- Toute autre personne rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle reconnues par les structures d'accompagnement.

## **7.2 Suivi et évaluation**

Le titulaire devra être en mesure de fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur :

- Le nombre d'heures réalisées par les bénéficiaires ;
- Les types de contrats conclus ;
- Les actions de formation ou d'accompagnement mises en œuvre ;
- Les résultats en termes d'insertion professionnelle durable.

# **ARTICLE 8      CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

## **8.1 Engagement du Titulaire**

Le titulaire du marché s'engage à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement dans l'exécution des prestations d'affranchissement, de collecte et de massification du courrier.

### **Réduction de l'empreinte écologique**

Le titulaire devra mettre en œuvre des mesures visant à limiter l'impact environnemental de ses services, notamment :

- Optimisation des tournées de collecte : Planifier les collectes pour réduire les trajets inutiles et limiter les émissions de CO<sub>2</sub>.
- Utilisation de moyens de transport à faibles émissions : Privilégier des véhicules électriques ou à faibles émissions lorsque cela est possible.
- Massification et rationalisation des envois : Regrouper les expéditions afin de minimiser le volume des envois et optimiser les ressources utilisées.

### **Gestion des déchets et recyclage**

Le titulaire devra assurer une gestion écoresponsable des déchets liés à son activité :

- Recyclage des supports de tri et de stockage utilisés pour la massification du courrier.
- Réduction des emballages superflus dans les processus de collecte et de regroupement des envois.

### **Suivi et amélioration continue**

Le titulaire devra être en mesure de fournir, à la demande de l'acheteur, un bilan annuel des actions mises en place pour réduire son impact environnemental, incluant :

- Les mesures prises pour limiter l'empreinte carbone de la collecte et de l'acheminement du courrier.
- Les initiatives visant à optimiser l'efficacité énergétique de ses équipements et infrastructures.
- Les pistes d'amélioration continuent en matière de respect de l'environnement.

## ARTICLE 9 GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## ARTICLE 10 AVANCE

Sans objet.

## ARTICLE 11 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

### 11.1 Présentation des demandes de paiement

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, après exécution des prestations, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct doit envoyer sa facture via la solution mutualisée dénommée CHORUS PRO en ligne à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour cela, il renseigne les champs du formulaire de saisie au moyen des informations suivantes : Informations à utiliser pour la facturation électronique :

#### Lot 1 :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 180 007 023 00013
- Code service : SAA
- Numéro de marché 2025\_002\_001

#### Lot 2 :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 180 007 023 00047
- Code service : CERAH
- Numéro de marché : 2025\_002\_002

Ces informations figurent sur les bons de commande émis par l'INI.

Cependant, en l'absence de bon de commande, ces mêmes informations sont communiquées par le service compétent.

En cas de transmission d'une facture au format papier par une entreprise soumise à l'obligation de dématérialiser la facturation, le pouvoir adjudicateur invitera le titulaire à utiliser le portail de facturation et rejettera la facture, le cas échéant.

Pour toutes informations complémentaires, le titulaire est invité à se rendre à l'adresse suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les demandes de paiement afférentes au marché seront établies, outre les mentions obligatoires listées légales à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique, selon les indications suivantes :

Les factures devront être présentées selon le modèle précisé ci-après :

Prestations à prix unitaires :

Les prestations doivent être détaillées poste par poste :



- Numéro du marché et date de notification
- Prix de base (bordereau de prix unitaires ou devis) : ..... euros H.T
- Avenant(s) n° : .....euros H.T (le cas échéant)
- Montant total H.T. : ..... prix de base multiplié par le nombre d'unités (U).....euros H.T

Tout changement de dénomination, de raison sociale ou de relevé d'identité bancaire du titulaire doit être communiqué sans délai à l'administration.

Les factures sont transmises en mode dématérialisé en utilisant le portail CHORUS PRO

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture, ce qui entraînera son rejet.

Avertissement : toute mention manquante entraîne l'impossibilité de payer le titulaire.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Le comptable assignataire des paiements est désigné ci-après :

Agent comptable de l'Institution Nationale des Invalides

6, boulevard des Invalides

CS 70807 - 75700 Paris cedex 07

Tél : 01 40 63 23 10

## **11.2 Délai global de paiement et intérêts moratoires**

Le délai global de paiement (DGP) des sommes dues en exécution de marché est fixé à trente (30) jours conformément à l'article R.2192 10 du Code de la commande publique (CCP). Le DGP court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur (article R.2192 12 du CCP).

Le DGP peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles R.2192 27 à R.2192 29 du CCP, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

En application de l'article L.2192 13 du CCP, le dépassement du DGP ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou du sous-traitant admis au paiement direct, au bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du DGP ou l'échéance prévue au contrat et d'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Conformément aux dispositions de l'article R2192 31 du CCP, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Conformément à l'article D.2192 35 du CCP, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement, due dès le premier jour de retard, s'ajoute aux intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal (article R2192-36 du CCP).

### **11.3 Paielement par mandat administratif**

Les factures mensuelles sont directement transmises via CHORUS PRO au Service Achat et Approvisionnement (SAA).

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur. Les prestations relevant du bordereau de prix unitaires font l'objet d'un paiement à l'issue de chaque commande réellement exécutée, à réception de la facture, après vérification du service fait. Ces paiements sont définitifs.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

## **ARTICLE 12      CONSTATATION DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION**

L'exécution de chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

### **12.1 Vérifications**

Les vérifications quantitatives approfondies sont effectuées par le représentant de l'Institution Nationale des Invalides dans un délai de 15 jours à compter de la date d'exécution des prestations, conformément à l'article 27 du C.C.A.G.-F.C.S. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise. Ces opérations consistent en une vérification de la conformité avec les spécifications du bon de commande. Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, la présence du Prestataire n'est pas exigée.

### **12.2 Admission**

Les modalités de l'admission des prestations sont les suivantes :

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de 15 jours à dater de la livraison.

### **12.3 Ajournement**

Lorsque les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, l'Institution Nationale des Invalides peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau, au pouvoir adjudicateur, les réserves mises au point, dans un délai de quinze (15) jours maximums.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 24 heures à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le droit d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix (10) jours ci-dessus mentionnés.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le prestataire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'Institution Nationale des Invalides dispose, à nouveau, de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par prestataire.

### **12.4 Réfaction**

Lorsque les fournitures, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, le pouvoir adjudicateur peut les admettre avec application d'une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Avant toute application de réfaction, le titulaire sera invité à formuler ses observations sur les manquements constatés.

## **12.5 Rejet**

Lorsque que les prestations ne peuvent être admises en l'état, l'Institution Nationale des Invalides prononce le rejet partiel ou total des prestations.

Avant toute notification de décision de rejet partiel ou total, le Prestataire sera invité à formuler ses observations sur les manquements constatés.

Par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG-FCS, en cas de rejet, le Prestataire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation à ses frais. Il dispose alors d'un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision de rejet.

## **ARTICLE 13 PÉNALITÉS**

Le Prestataire s'engage à exécuter les prestations aux conditions générales de son engagement et aux prescriptions du présent marché.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, des pénalités seront appliquées au Prestataire sans mise en demeure préalable, sur simple constatation.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération des pénalités n'est prévue.

### **Lot 1 :**

- Non-respect de la fréquence de collecte du courrier : ce motif correspond à l'absence de passage du titulaire sur site pour le ramassage du courrier aux horaires et jours prévus et décrits à l'article 5.1 du présent CCP. A ce titre, le montant de la pénalité est de 50 € HT par constatation.
- Retard de remise à la poste des recommandés : 50 € HT par constatation.
- Perte de courrier ou de colis : 100 € HT par constatation.

### **Lot 2 :**

Pénalités pour non-respect de l'engagement du titulaire :

- Le candidat s'engage à intervenir et à effectuer les réparations dans les délais précisés dans son offre, ces délais ne pouvant en aucun cas excéder cinq jours ouvrés à compter de la notification de la demande d'intervention : 50 € par jour au-delà de 5 jours ouvrés.
- Le candidat s'engage à mettre à disposition un équipement de remplacement en cas de panne excédant cinq jours ouvrés : 50 € par jour au-delà de 5 jours ouvrés.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Prestataire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté l'Institution Nationale des Invalides, de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie des prestations aux frais et risques du Prestataire.

L'application des pénalités s'effectuera par l'émission d'un titre de perception.

## **ARTICLE 14      ASSURANCES**

En application de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances visant à couvrir les risques de détérioration partielle ou totale des produits transportés.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 15      RÉSILIATION DU L'ACCORD-CADRE**

### **15.1 Conditions de résiliation**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant, en cas d'inexactitude dans les renseignements transmis au pouvoir adjudicateur tels que prévus aux articles R.2143 7 à R.2143 10 du Code de la Commande publique.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 31 du CCAG FCS, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 32, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 30 du CCAG FCS.

En cas de manquements graves ou répétés du titulaire à ses obligations contractuelles, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le contrat après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à la partie défaillante. Si la mise en demeure est restée sans effet au terme du délai qu'elle fixe, le marché sera résilié pour faute.

La rupture sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le présent contrat est signé exclusivement entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. En conséquence, toute modification des structures d'une des sociétés signataires affectant les termes ou conditions de réalisation du présent contrat devra faire l'objet de négociations entre les deux parties.

La résiliation pour motif d'intérêt général ne donne lieu à aucune indemnité.

### **15.2 Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, en cas de carence du titulaire lié à un retard excessif estimé à environ quinze minutes, une indisponibilité au moment de la prise de la commande, une annulation de la commande déjà passée.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

L'exécution au frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

### **15.3 Redressement ou liquidation judiciaire**

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire. Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Institution nationale des Invalides par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, l'Institution nationale des Invalides adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627 2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622 13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du liquidateur de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

## **ARTICLE 16 RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES**

### **16.1 Instance chargée des procédures de recours**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. La monnaie des comptes de l'accord-cadre est l'euro. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

En vertu de l'article R.312-11 alinéa 2 du Code de justice administrative, les parties au présent accord-cadre conviennent que le tribunal administratif de Paris sis 7, rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04 sera compétent en cas de litige durant l'exécution de l'accord-cadre.

### **16.2 Organe chargé des procédures de médiation**

Le Comité consultatif Interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Paris : Préfecture de la région Île-de-France, 5 rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15.

### **16.3 Langues**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **ARTICLE 17 CERTIFICAT DE BONNE EXÉCUTION**

Si le marché a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du marché à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

## ARTICLE 18 PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont susceptibles de collecter les données à caractère personnel suivantes : nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants des opérateurs économiques (adresse, numéro de téléphone, adresse électronique).

Ces données seront uniquement utilisées par les acheteurs et leurs interlocuteurs techniques, pour les besoins du marché.

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 adaptée au « paquet européen de protection des données » (incluant le RGPD) par la loi relative à la protection des données personnelles du 20 juin 2018, les personnes physiques concernées par le traitement de leurs données personnelles dans le cadre de la présente procédure peuvent à tout moment :

1. exercer leur droit d'accès, de rectification des données les concernant, ainsi que leur droit à l'effacement des données (droit à l'oubli), à la limitation du traitement, leur droit d'opposition au traitement et leur droit à la portabilité des données, tels que définis dans le RGPD.
2. le cas échéant, retirer leur consentement. Dans ce cadre, les personnes concernées reconnaissent que l'exercice de ce droit ne portera pas atteinte à la licéité du traitement effectué avant la date effective du retrait ;
3. introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), si elles considèrent que le traitement de données à caractère personnel les concernant constitue une violation des dispositions du RGPD.

Les droits susvisés pourront être mis en œuvre via par l'envoi d'un mail à l'adresse : [marche.saa@invalides.fr](mailto:marche.saa@invalides.fr) ; en joignant toute information ou document permettant l'identification certaine du demandeur

OU

L'envoi d'un courrier à l'adresse suivante, en joignant toute information ou document permettant l'identification certaine du demandeur :

INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES

Service des marchés

6, Boulevard des Invalides

CS 70807

75700 Paris cedex 07

Le titulaire s'engage à informer les personnes n'ayant pas accès au présent document et dont les données personnelles seraient communiquées des dispositions ci-dessus et à obtenir les autorisations nécessaires à garantir le respect des obligations en matière de protection des données à caractère personnel.

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG-FCS, le titulaire s'engage :

- À respecter les règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles, il aurait accès pour les besoins de l'exécution du présent contrat ;
- À traiter les données uniquement pour les seules finalités liées au contrat ;
- À veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Il s'interdira toute communication ou cession de tout ou partie d'un fichier à des tiers, sans l'autorisation de l'INI et fera toutes les déclarations qui seraient nécessaires et obligatoires en la matière auprès de la CNIL ou autre.

## **ARTICLE 19 DÉROGATIONS AU CCAG APPLICABLE**

- L'article 2.11 déroge à l'article 4.1 du CCAG - FCS ;
- L'article 12.1 déroge à l'article 27.3 du CCAG - FCS ;
- L'article 12.5 déroge à l'article 30.4.3 du CCAG - FCS ;
- L'article 13 déroge aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG - FCS ;
- L'article 18 déroge à l'article 5.2 du CCAG - FCS ;